



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

Exclusion dans l'enseignement fondamental, voici ce qui a changé à la rentrée 2024-2025



De nouvelles mesures ont été prises concernant l'exclusion des élèves dans l'enseignement maternel et primaire. Voici ce qu'il faut retenir :

Interdiction d'exclusion dans l'enseignement maternel :

Désormais, les écoles maternelles ne peuvent plus exclure un élève, sauf dans les cas de coups et blessures volontaires envers un autre élève, que ce soit au sein de l'école ou en dehors. Cette exclusion n'est permise que si les actions de l'élève empêchent l'autre de suivre les cours, même temporairement.

Limites d'exclusion après le 15 mai dans l'enseignement maternel et primaire :

Dans les écoles maternelles et primaires, les exclusions d'élèves après le 15 mai sont désormais interdites, sauf si l'élève commet un acte grave rendant sa présence à l'école impossible. Cette mesure vise à éviter que les élèves soient exclus en fin d'année scolaire, période cruciale pour leur apprentissage.

Devoir pédagogique en cas d'exclusion :

Si un élève est exclu de l'enseignement maternel ou primaire, l'école conserve un devoir pédagogique. Elle doit continuer à fournir à l'élève tous les documents pédagogiques nécessaires pour son apprentissage jusqu'à ce qu'il soit inscrit dans une nouvelle école. Cela garantit que l'élève ne soit pas privé de son droit à l'éducation pendant cette période de transition.

Source : [Circulaire n° 9308 du 5 juillet 2024 concernant l'organisation de l'enseignement fondamental ordinaire pour l'année scolaire 2024-2025](#)



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

**Le Service Citoyen destiné
aux 18-25 ans est enfin
défini depuis peu**



Tu souhaites t'investir dans un Service

Citoyen ? Voici ce que tu dois savoir

Tu es perdu quant à ton choix d'études ou ton orientation professionnelle ? Ou tu souhaites tout simplement t'engager dans un projet constructif tout en développant des compétences pour ta vie future? Le Service Citoyen te donne l'opportunité de combiner engagement et réflexion personnelle.

Qu'est-ce que le Service Citoyen ?

Le Service Citoyen est un programme destiné aux jeunes de 18 à 25 ans qui souhaitent s'investir dans des projets d'intérêt général. Il te permet de t'engager auprès d'organisations ou d'organismes publics œuvrant dans des domaines variés comme l'aide aux personnes, l'environnement, la culture, l'éducation, et plus encore. En plus de participer activement à des projets sociaux, tu bénéficieras de formations complémentaires telles que l'éducation à la citoyenneté, le brevet de premiers secours et autres.

Comment ça fonctionne ?

Le Service Citoyen est accessible sans conditions spécifiques. Tu t'engages pour une période de 6 mois à raison de 28 heures par semaine. Tu peux choisir ta mission principale en concertation avec la Plateforme du Service Citoyen, qui t'aidera à trouver l'organisme avec lequel tu souhaites travailler. Tu participeras également à des sessions de formation avec les autres jeunes de ta promotion, qui commencent en même temps que toi.

Quels sont les avantages ?

La loi récente du 15 mai 2024, qui établit le Service Citoyen, clarifie de nombreux aspects pratiques et définit enfin le cadre réglementaire du programme.

- Indemnité et prise en charge des frais :** Pendant ton

engagement, tu recevras une indemnité plafonnée à 550 euros par mois. Tes frais de transport seront également couverts jusqu'à 100 euros par mois.

- **Statut spécifique** : Durant ton Service Citoyen, tu bénéficieras d'un statut autonome, ni travailleur, ni indépendant, ni étudiant. Tu es dispensé de chercher un emploi pendant cette période, mais elle peut être intégrée à ton stage d'insertion si nécessaire.
- **Certificat d'engagement** : À la fin de ton engagement de 6 mois, tu recevras un certificat attestant de ta participation, valorisant ton expérience.

Comment s'inscrire ?

Les inscriptions sont possibles tout au long de l'année. En général, 6 à 7 promotions de 25 jeunes sont lancées chaque année. Pour obtenir plus de renseignements ou pour t'inscrire, rends-toi sur la [page officielle du Service Citoyen](#).



- [Thématisques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page



Un guide pour comprendre la sobriété numérique

EducoNetImpact est un guide pédagogique qui vise à éduquer à la sobriété numérique et à l'impact du numérique sur l'environnement !

Le saviez-vous ? L'empreinte numérique est d'aujourd'hui de 4%, soit plus que nos voyages en avion, et en 2025 ce pourcentage aura doublé ! Par exemple, le streaming engendre autant d'émissions de gaz à effet de serre que le Chili !

L'éducation doit donc s'emparer de cet enjeu et éduquer les citoyens de demain ! Mais, comment faire ? EducoNetImpact vous donne des pistes éducatives !

Dans ce guide, vous trouverez :

- La partie théorique comprend un parcours d'autoformation pour en savoir plus sur l'impact du numérique sur l'environnement et l'éducation à la sobriété numérique.

Dans un monde où l'écologie devient de plus en plus importante, notre manière de consommer le numérique doit être revue. Puisque oui, le numérique pollue également. L'outil EducoNetImpact a été créé pour éduquer à la sobriété numérique, un projet de Sarah Descamps, assistante de recherche au Service d'ingénierie pédagogique de l'UMONS.

L'empreinte numérique est déjà de 4 % et ce chiffre ne va faire qu'augmenter ... surtout si on ne fait rien. Le [site](#) regroupe plusieurs parties pour éduquer les jeunes.

Dans ce guide, vous trouverez :

- une **partie théorique** : elle comprend un parcours d'autoformation pour s'informer sur l'impact du numérique sur l'environnement et l'éducation à la sobriété numérique ;
- des **fiches** pour susciter le questionnement des élèves : les fiches abordent différentes thématiques autour de l'impact des technologies sur l'environnement comme par exemple les flux vidéos, les réseaux sociaux, les jeux vidéos, etc. ;
- des **séquences d'apprentissage** : à destination des

enseignants du primaire et du secondaire. Ces séquences sont adaptées à l'âge des élèves ;

- un **référentiel** pour éduquer à la sobriété numérique reprenant les savoirs, savoir-faire et compétences pour enseigner cette thématique ;
- un **label** de sobriété numérique pour l'éducation afin d'accompagner les établissements scolaires à s'emparer de cet enjeu.

En bonus, vous trouverez sur le site des jeux en format numérique ou papier et des chartes écoresponsables à télécharger.



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

Prime de rentrée scolaire

2024



Une rentrée scolaire coûte cher. Comme chaque année, les caisses d'allocations familiales octroient une prime aux familles éligibles, c'est-à-dire à tous les enfants qui perçoivent des allocations familiales.

La Ligue des Familles estime le **coût de la rentrée scolaire** à 292 euros par enfant de la troisième à la sixième primaire, et à 750 euros en secondaire lors d'achat d'outil informatique. Ce « *supplément d'âge annuel* », anciennement appelé « *prime de rentrée scolaire* » permet de soulager le portefeuille de chaque famille. Cette prime est versée une fois par an avec les allocations familiales du mois de juillet, payées en août.

La prime diffère en fonction de l'âge de l'enfant, son niveau d'étude, sa situation familiale et son lieu de résidence.

En **Wallonie**, depuis la régionalisation des allocations familiales, deux régimes coexistent. Le premier concerne **les enfants nés avant le 1er janvier 2020**. Pour les enfants âgés de 0 à 5 ans inclus, la prime est de 25,88 euros. Pour les enfants de 6 à 11 ans, la prime s'élève à 55,63 euros. Les jeunes de 12 à 17 ans ont 77,61 euros. À partir de 18 ans, la prime est de 103,49 euros. Les parents qui bénéficient d'un tarif social obtiennent une prime plus élevée : de 35,71 à 137,29 € selon la catégorie d'âge.

Le deuxième concerne **les enfants nés après le 1er janvier 2020**. Les montants ont été revus à la baisse après la régionalisation de cette compétence. La prime unique est de

24,28 euros pour les enfants de 0 à 4 ans inclus. Elle augmente à 36,57 euros pour les 5 – 10 ans. Les jeunes âgés de 11 à 16 ans ont 60,95 euros. Dès 17 ans, la prime s'élève à 97,52 euros. Le tarif social ne s'applique pas dans ce cas.

À Bruxelles, un seul régime est d'application. Tous les parents reçoivent 24,38 euros avec un enfant âgé de 0 à 5 ans. De 6 à 11 ans, la prime est de 36,57 euros. Pour les jeunes âgés de 12 à 24 ans, elle grimpe à 60,95 euros. Les parents ayant un étudiant de – de 25 ans dans l'enseignement supérieur perçoivent 97,52 euros.

Dès la rentrée d'août 2024, les fournitures scolaires (exceptés cartable, plumier et matériel de sports) seront distribuées gratuitement aux élèves de troisième primaire en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Des questions ? [Infor Jeunes](#) est disponible pour y répondre du lundi au vendredi de 13h à 18h au 02/733.11.93 ou par mail au inforjeunes@jeminforme.be.



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page



Harcèlement scolaire : des solutions existent



Nous en parlons depuis plusieurs années, le harcèlement fait malheureusement partie de la vie de beaucoup de jeunes. A l'approche de la rentrée, il est essentiel d'en parler. Voici quelques pistes d'actions possibles grâce à la FAPEO (Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel) et grâce au début du projet « *climat scolaire* » début d'année scolaire 2024 – 2025.

La [FAPEO](#) est engagée depuis plusieurs années dans le [Réseau Prévention Harcèlement](#). Le Réseau Prévention Harcèlement réunit des professionnels de différents horizons pour partager des informations pratiques et des réflexions liées au harcèlement à l'école. Ce réseau favorise donc les échanges entre intervenants de différents secteurs (enseignement, jeunesse, égalité des chances, aide à la jeunesse, promotion de la santé, etc.).

Le climat scolaire, l'action politique qui peut changer les choses

Le Parlement de la Communauté française a adopté le 27 avril 2023 un décret relatif à l'amélioration du climat scolaire et à la prévention du harcèlement et du cyberharcèlement scolaire.

L'objectif du Climat Scolaire est que **tous** les acteurs de l'école doivent être impliqués (parents compris) dans la procédure interne mise en place, endéans les quatre ans, par l'école. Cette procédure interne de signalement et de prise en charge des situations de harcèlement met à disposition des écoles des outils pour construire la procédure de signalement, un modèle de descriptif de mission du délégué en charge du climat scolaire.

La procédure sera construite collectivement afin de rencontrer l'adhésion de chaque membre de l'équipe éducative. Elle devra comprendre : les modalités du signalement ; les étapes mises en place pour repérer, écouter, qualifier, orienter, prendre en charge, suivre et potentiellement clôturer toute situation du harcèlement ; le délai maximum de traitement du signalement ; les personnes relais impliquées dans le traitement du signalement (interne ou avec des partenaires externes).

Cette procédure donne l'opportunité aux équipes d'agir précocement, de se positionner comme intervenants proactifs et de disposer d'un outil construit en équipe pour déterminer les tâches de chacun lors d'un signalement de situation de harcèlement et se trouver moins démunis.

Les parents seront informés des mesures grâce à la FAPEO. Le décret prévoit la création d'un Observatoire du climat scolaire, directement lié à l'Administration générale de l'enseignement de la Communauté française. Cet observatoire devrait favoriser une prise en charge systémique du phénomène de harcèlement et de cyberharcèlement.

Mon enfant est harcelé, que dois-je faire ?

Le harcèlement est défini comme « *les actions intentionnelles, répétées et destinées à porter atteinte à une autre personne avec qui la relation est caractérisée par un déséquilibre de pouvoir*» .

Les actions collectives de prévention du harcèlement et

d'amélioration du climat scolaire n'empêchent pas que chaque parent puisse rencontrer ce genre de situation. Chaque situation doit être analysée individuellement pour agir vite et stopper la spirale de la violence morale ou physique.

Plusieurs outils existent pour agir, ceux notamment publiés par le [réseau prévention harcèlement](#). Vous pouvez les rechercher via [ce lien](#). Des brochures peuvent être téléchargées directement sur [le cyberharcèlement](#), des [balises pour l'action contre le harcèlement](#) et également, [l'harcèlement par un adulte à l'école](#).

votre rôle en tant que parent

Dès la rentrée, vous pouvez vous impliquer dans ce projet. La procédure devra être intégrée au règlement d'ordre intérieur de l'école. Au mieux, vous pourrez collaborer lors du Conseil de participation ou au minimum, vous serez informés en début d'année scolaire.

Pour toute information, la FAPEO relaie, extrait et partage les textes légaux vers ses publics, qu'ils soient organisés en associations de parents ou en requêtes individuelles. Il dispose d'outils sur leur [site](#).

Dans l'urgence et dans le doute, en tant que parent, vous pouvez appeler le Numéro Vert « *Ecoute école – 0800 95 580* » accessible du **lundi au vendredi de 9h à 16h**. Il vous aide à obtenir des informations sur des services et/ou des procédures utiles. Le jeune, quant à lui, peut s'adresser au **103**, le service « [Ecoute enfants](#) » gratuit et anonyme **chaque jour de 10h à 00h00**.

[Infor Jeunes](#) organise des animations de prévention au harcèlement et au cyberharcèlement appelées « [Je réfléchis puis je clique](#) ». N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.

[RGPD](#)

[Politique de cookies \(EU\)](#)

- [Suivre](#)
- [Suivre](#)
- [Suivre](#)

INFOR JEUNES ASBL

Chaussée de Louvain, 339
1030 Bruxelles
Tél.: 02 733 11 93
inforjeunes@jeminforme.be



